

Rapports pays Atradius

Moyen-Orient et Afrique du Nord – Juillet 2016



Table des matières

Évaluation du risque politique Atradius STAR Page 3

Les principales économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Algérie Page 4

Arabie saoudite Page 7

Egypte Page 9

Émirats arabes unis Page 12

Jordanie Page 15

Koweït Page 17

Maroc Page 19

Tunisie Page 22

Les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: Évaluation du risque politique Atradius STAR*:

Algérie:	6 (risque important - modéré) – positif
Égypte:	6 (risque important - modéré) - négatif
Jordanie:	5 (risque modéré) – négatif
Koweït:	3 (risque faible - modéré) – positif
Maroc:	5 (risque modéré) – positif
Arabie saoudite:	3 (risque faible-modéré) – négatif
Tunisie:	6 (risque important - modéré) – positif
Émirats arabes unis:	3 (risque faible - modéré) – positif

* Le classement STAR fonctionne sur une échelle de 1 à 10, où 1 représente le risque le plus faible et 10 le risque le plus élevé.

Les 10 étapes du classement sont regroupées en cinq grandes catégories pour faciliter leur interprétation en termes de qualité du crédit. En partant de la partie la plus faible du spectre de qualité, ces catégories vont de "Risque Faible", "Risque Faible-Modéré", "Risque Modéré", "Risque Important-Modéré" à "Risque Important", avec une note séparée réservée au "Risque Très Important".

En plus de l'échelle à 10 points, des modificateurs de classement sont associés à chaque échelon: "Positif", "Stable", et "Négatif". Ces modificateurs de classement permettent une granularité plus importante et de faire une différence plus précise entre les pays en termes de risque.

Pour plus d'informations concernant le classement STAR d'Atradius, veuillez [cliquer ici](#).

Algérie

Principales sources d'importation (2014, % du total)

Chine:	14,1 %
France:	10,8 %
Italie:	8,6 %
Espagne:	8,6 %
Allemagne:	6,5 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

Espagne:	15,2 %
Italie:	13,2 %
France:	11,0 %
Royaume-Uni:	8,8 %
Pays-Bas:	8,1 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,8	3,8	2,8	2,5	2,8
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	3,2	2,9	4,8	4,7	6,2
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	5,0	4,4	3,7	3,3	2,9
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	-5,7	0,2	0,2	0,6	-0,6
Balance fiscale (% du PIB)	-0,4	-7,3	-17,3	-12,5	-8,7
Compte courant/PIB (%)	0,5	-4,4	-15,0	-14,5	-9,5
Dette extérieure/PIB (%)	2,5	2,5	2,8	3,4	3,3
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	7,2	8,1	11,9	15,6	13,0
Dette à court terme/réserves internationales (%)	0,7	1,1	1,2	1,7	1,7
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	35,6	30,2	28,0	26,4	21,6

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries algériennes

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Président Abdelaziz Bouteflika
(depuis avril 1999)

Forme de gouvernement:

Gouvernement élu démocratiquement, mais l'armée exerce une influence politique importante.

Population:

41,1 millions (est.)

Situation stable pour l'instant, mais le risque demeure

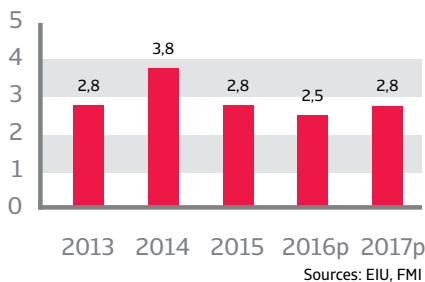
En Algérie, le pouvoir politique appartient essentiellement au Président Bouteflika, lequel jouit d'une excellente réputation pour avoir rétabli la paix dans le pays après une guerre civile d'un an ayant opposé le gouvernement aux islamistes militants durant les années 1990. Il a également suscité une très large approbation en faveur d'un plan de réconciliation en 2005.

Le Président Bouteflika approche maintenant les 80 ans et connaît quelques soucis de santé; on ne sait donc pas s'il ira jusqu'au terme de son mandat en 2019. Aucun successeur manifeste n'est pressenti et une démission de Bouteflika exacerberait assurément les tensions au sein de l'élite politique.

À l'heure actuelle, la situation intérieure demeure stable en termes de sécurité, mais le risque d'attaques terroristes a progressé en raison des troubles politiques dans les pays voisins que sont la Libye et le Mali. Le 'népotisme' endémique, le taux de chômage élevé ainsi que la pénurie de logements abordables sont susceptibles d'alimenter le malaise social ainsi que de mener à un soutien accru en faveur de l'islamisme militant, en particulier chez les jeunes. Bien que le gouvernement tente de diversifier l'économie, les résultats sont limités à ce jour. Le gouvernement est confronté à un défi: créer suffisamment d'emplois pour réduire le taux de chômage très élevé chez les jeunes. Début 2016, le parlement a approuvé plusieurs réformes constitutionnelles afin de renforcer les éléments démocratiques.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (%)

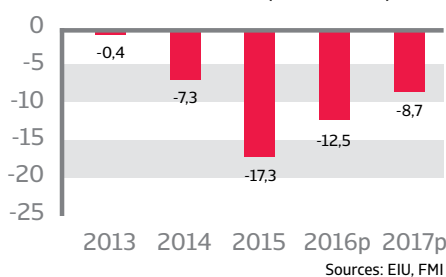


Le budget de l'État est touché par le recul des prix du pétrole

L'économie algérienne est sous-tendue par le secteur pétrolier et gazier, lequel représente plus de 95% des recettes d'exportation. La croissance du PIB a ralenti pour atteindre 2,8% en 2015 et elle devrait encore baisser et s'élever à 2,5% en 2016, car les prix actuellement bas du pétrole continueront d'avoir un impact négatif sur l'économie; principalement sur le budget de l'Etat et le financement externe. Les revenus de l'énergie ont baissé de près de 50% en 2015.

Afin de réduire le déficit budgétaire élevé, l'administration a commencé à réduire les dépenses en coupant dans certains subsides et en suspendant certains projets d'infrastructure. S'attaquer au système de protection sociale est toutefois un sujet sensible, vu les troubles sociaux que cela pourrait engendrer.

Balance fiscale (% du PIB)



Assumer un déficit à court terme devrait être gérable, car aussi bien la dette publique que la dette étrangère restent faibles. Le pays détient toujours plus de 140 milliards de dollars américains de réserves en devises, malgré les diminutions majeures enregistrées en 2015 et 2016. Mais si le faible prix du pétrole venait à perdurer, le gouvernement algérien serait contraint de beaucoup plus réduire ses dépenses.

L'Algérie tente de passer à une économie de marché, mais le gouvernement y exerce encore un contrôle serré de l'économie en raison de ses immenses réserves pétrolières et gazières, de son histoire socialiste et de nombreuses années de guerre civile (selon les estimations, 90 % du PIB algérien est encore sous le contrôle de l'État). L'économie dépend encore trop largement du secteur pétrolier et doit se diversifier davantage. À ce jour, la croissance dans d'autres secteurs s'est avérée insuffisante pour créer de nouveaux emplois. L'intervention gouvernementale, un secteur bancaire fonctionnant en dessous de ses capacités, les tracasseries administratives et la corruption freinent encore les investissements étrangers ainsi que les initiatives émanant d'entreprises privées.

Arabie saoudite

Principales sources d'importation (2014, % du total)

Chine:	13,4 %
États-Unis:	12,9 %
Allemagne:	7,2 %
Japon:	5,7 %
Corée du Sud:	4,9 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

États-Unis:	12,7 %
Chine:	12,5 %
Japon:	12,2 %
Corée du Sud:	9,6 %
Inde:	8,9 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,7	3,6	3,4	1,7	2,7
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	3,5	2,7	2,2	4,3	4,4
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	3,2	6,1	3,4	2,6	2,9
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	0,2	1,7	7,3	3,4	4,9
Balance fiscale (% du PIB)	6,5	-2,3	-17,8	-16,8	-9,3
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	5,6	7,5	-2,8	1,1	4,6
Dette extérieure/PIB (%)	21	22	26	28	26
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	38	44	64	76	67
Dette à court terme/réserves internationales (%)	9	10	11	11	12
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	37,8	33,4	29,2	28,4	28,0

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Perspectives de performance des industries saoudiennes

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État/gouvernement:

Roi et Premier ministre Salman bin Abdulaziz Al Saud (depuis janvier 2015)

Forme de gouvernement:

Monarchie

Population:

32 millions (est.) - les immigrés représentent plus de 30 % de la population totale

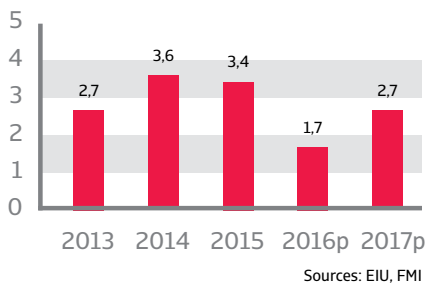
Une politique extérieure plus affirmée

L'agitation politique en cours au Moyen-Orient constitue un défi pour les chefs d'État saoudiens, les principaux problèmes de sécurité étant liés à la situation actuelle en Irak et au Yémen voisins. L'Arabie saoudite se sent de plus en plus mise au défi par une influence iranienne croissante, son rival habituel pour l'hégémonie dans la région du Golfe. Dès lors, la politique extérieure saoudienne est devenue plus affirmée, essentiellement afin de contrer l'influence iranienne, p.ex. en soutenant les forces d'opposition (sunnites) en Syrie et, depuis mars 2015, par le biais d'une intervention militaire directe au Yémen en vue de contrer la progression des rebelles Houthi qui, en leur qualité de tribu chiite, sont prétendument soutenus par l'Iran.

Au niveau national, des réformes politiques et sociales revêtiront selon toute vraisemblance uniquement un caractère cosmétique, car la famille dirigeante Saud et l'ordre clérical établi conserveront fermement le contrôle.

Situation économique

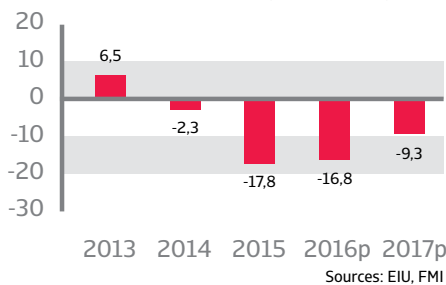
Croissance réelle du PIB (%)



L'économie est toujours en mesure de compenser la baisse des prix du pétrole

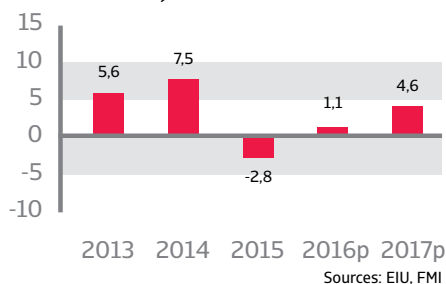
L'économie saoudienne dépend du pétrole et le gouvernement exerce un contrôle strict sur l'ensemble des activités économiques majeures. La croissance économique a été négativement affectée par la baisse des prix du pétrole et la croissance du PIB devrait se réduire à 1,7% en 2016, après une croissance de 3,4% en 2015. Le soutien de l'activité économique provient d'investissements conséquents et continus dans l'infrastructure (métro Riyadh) et de nouveaux projets industriels (ex. complexe pétrochimique Sadara). Le secteur bancaire est toujours sain, mais la baisse des prix du pétrole a affecté le secteur financier via un resserrement des liquidités. La croissance du crédit a décéléré et les bilans se sont quelque peu détériorés.

Balance fiscale (% du PIB)



Étant donné que le pétrole représente 80% des recettes publiques, il n'est pas surprenant que le recul du prix du pétrole ait eu un fort impact négatif sur les finances publiques. En 2015, le déficit budgétaire a augmenté pour pratiquement atteindre 18% du PIB, tandis que la diminution prévue d'un déficit de 9% du PIB en 2017 est principalement due à des mesures d'austérité. Les prix du pétrole ont été fortement majorés, les subsides pour l'électricité, l'eau et le carburant pour les riches Saoudiens ont été réduits, tandis que des privatisations sont prévues et que des coupes seront opérées au niveau des dépenses d'investissement.

Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)



Le compte courant est passé d'excédents élevés les années précédentes à un déficit de 5,4% en 2015. Un nouveau déficit de 9,3% est par ailleurs attendu en 2016. Ceci étant, grâce à de très importantes réserves internationales et à une faible dette publique (14,7% du PIB en 2015), l'Arabie saoudite est en mesure de financer aisément ces déficits. La couverture des importations s'élève à près de 30 mois en 2016. Le besoin de financement externe ne représente que 15% des réserves étrangères en 2016.

Alors que l'Arabie saoudite est capable de supporter des dépenses élevées pendant quelques années, un changement structurel vers une période prolongée de prix bas du pétrole finirait par constituer un risque pour l'économie. Une diversification globale de l'économie, s'écartant de la dépendance pétrolière, est une priorité politique. Tous les ans, de nombreux jeunes Saoudiens entrent sur le marché du travail, tandis que l'économie ne génère pas assez d'emplois pour absorber la croissance démographique.

Égypte

Principales sources d'importation (2014, % du total)

Chine:	11,3 %
Allemagne:	7,8 %
États-Unis:	7,3 %
Koweït:	4,9 %
Italie:	4,6 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

Italie:	9,2 %
Arabie saoudite:	7,4 %
Inde:	7,2 %
Turquie:	5,4 %
États-Unis:	4,2 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,1	2,2	4,2	3,8	3,9
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	9,5	10,0	10,4	11,9	12,2
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	2,6	4,1	2,8	3,0	3,7
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	6,0	-11,9	-0,4	2,2	8,1
Balance fiscale (% du PIB)	-13,0	-11,4	-12,3	-11,5	-10,8
Compte courant/PIB (%)	-1,3	-2,0	-4,4	-4,8	-4,4
Dette extérieure/PIB (%)	16	13	15	18	19
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	71	59	76	108	120
Dette à court terme/réserves internationales (%)	17	23	23	23	24
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	3,0	2,3	2,9	3,5	3,5

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries égyptiennes

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Abdel Fattah Saeed Hussein Khalil El Sisi (depuis juin 2014)

Forme de gouvernement:

Gouvernement militaire de fait

Population:

90,2 millions (est.)

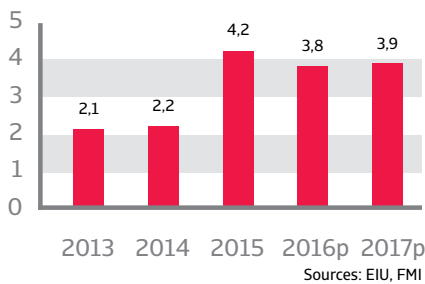
La situation de la sécurité interne reste tendue

Après le coup d'État de l'armée égyptienne contre le gouvernement des Frères musulmans en juillet 2013, la situation politique s'est à nouveau stabilisée. Cependant, cette stabilité s'accompagne d'une répression accrue (liberté des médias réfrénée) ainsi que de restrictions portant sur les manifestations. Le mouvement des Frères musulmans a en particulier été réprimé et exclu du processus politique, nombre de ses leaders étant emprisonnés.

Au niveau de la sécurité, la situation intérieure demeure tendue, car la répression militaire a poussé les Frères musulmans à la clandestinité, au risque d'une nouvelle radicalisation de certains éléments. Dans la péninsule du Sinaï et la région frontalière avec la Libye, les forces jihadistes provoquent des troubles. Le plus grand de ces groupes est le groupe 'Province du Sinaï', affilié à l'Etat islamique. Il a revendiqué le crash d'un avion russe en octobre 2015.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (%)

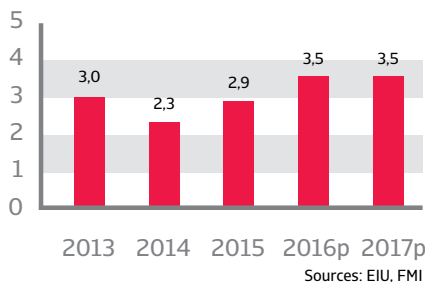


Situation économique fragile et perspectives incertaines

En 2015, les problèmes relatifs à la sécurité nationale, et en particulier l'attentat contre un avion russe en octobre, ont eu un impact très négatif sur le tourisme et l'économie. Cela a aggravé l'impact déjà négatif qu'a eu l'instabilité politique ces dernières années sur le tourisme et les investissements étrangers en tant que principales sources d'échanges étrangers, ce qui a entraîné des pénuries de dollars américains dans l'économie. Les réserves internationales sont faibles et la couverture des importations ne s'élève qu'à environ trois mois. Par conséquent, les investissements sont suspendus et certaines entreprises ont dû arrêter leur production suite à l'absence de marchandises importées. En 2016, la croissance économique devrait passer sous la barre des 4%.

Réserves internationales

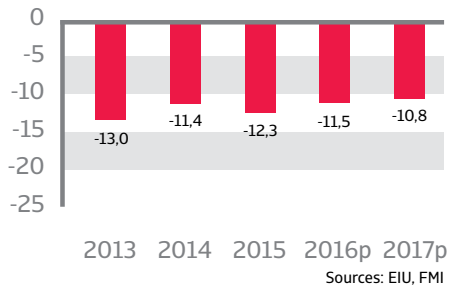
(en mois d'importation de marchandises)



Bien qu'une récente dévaluation de la livre égyptienne par la Banque centrale puisse quelque peu alléger la pression sur les réserves étrangères, la pénurie de dollars américains devrait perdurer à court terme. Cela aura un impact négatif sur le sentiment des entreprises. La plus faible devise fera augmenter l'inflation en 2016, qui devrait pratiquement atteindre les 12%. Afin de contenir l'augmentation de l'inflation, la Banque centrale a augmenté le taux d'intérêt pour le faire passer à 11,25% début 2016.

Citons parmi d'autres faiblesses les finances fragiles du gouvernement et l'important besoin de financement externe. Le déficit budgétaire reste élevé et la dette publique s'élève à plus de 90% du PIB. Le déficit budgétaire ne devrait baisser que progressivement dans les prochaines années. Il sera politiquement compliqué de mettre en oeuvre des mesures supplémentaires afin de réduire drastiquement le déficit, en particulier de diminuer les dépenses liées aux projets sociaux, car une importante part des dépenses publiques sont encore vouées au maintien de la stabilité sociale. Le haut niveau d'exposition à la souveraineté des banques locales est un risque pour le secteur financier. Le besoin de financement externe reste élevé (2016: plus de 120% des réserves), principalement en raison du haut niveau du déficit du compte courant causé par de plus faibles revenus du tourisme et une baisse des exportations.

Balance fiscale (% du PIB)



Actuellement, les pays du Golfe, comme le Koweït, l'Arabie saoudite, et les Emirats arabes unis sont les principaux supports financiers de l'Égypte, mais le pays aura de plus en plus besoin d'une aide multilatérale plus importante, car le soutien financier du Golfe pourrait baisser en raison des plus faibles revenus pétroliers dans ces pays.

A moyen terme, les perspectives économiques de l'Égypte semblent être meilleures grâce à la découverte de grands gisements de gaz offshores. L'augmentation de la production nationale de gaz devrait améliorer l'approvisionnement en électricité et soutenir l'activité économique dans les prochaines années.

Émirats arabes unis

Principales sources d'importation (2014, % du total)	
Chine:	15,7 %
Inde:	13,4 %
États-Unis:	8,9 %
Allemagne:	5,3 %
Japon:	4,7 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)	
Japon:	14,8 %
Inde:	11,4 %
Iran:	9,6 %
Corée du Sud:	5,7 %
Chine:	5,5 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	4,3	4,6	3,3	2,0	3,0
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	1,1	2,3	4,1	2,8	4,2
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	6,0	-0,3	2,6	2,4	3,9
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	4,5	8,2	3,9	4,0	5,3
Balance fiscale (% du PIB)	10,4	5,0	-3,7	-6,6	-1,9
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	8,3	3,6	2,5	1,7	7,1
Dette extérieure/PIB (%)	46	48	55	65	61
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	43	47	54	64	65
Dette à court terme/réserves internationales (%)	95	85	71	79	79
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	3,6	4,0	4,6	4,1	4,0

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries aux EAU

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Président Sheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan (depuis novembre 2004), Emir d'Abu Dhabi

Chef de gouvernement:

Vice-président et Premier ministre Mohammed bin Rashid Al Maktoum (depuis décembre 2006), Emir de Dubaï

Type de gouvernement:

Fédération de sept émirats: Abu Dhabi, Ajman, Al Fujayrah, Dubaï, Ra's al-Khaymah, Umm al-Qaywayn et Sharjah

Population:

9,9 millions (est.) - les immigrés représentent plus de 80 % de la population totale

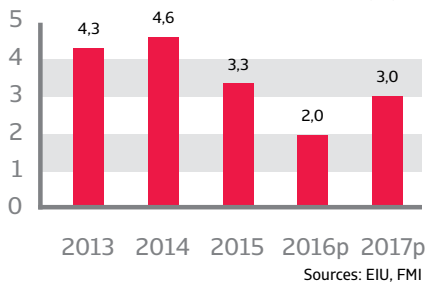
La situation politique intérieure demeure stable

Les politiques nationales sont largement influencées par les familles dirigeantes ainsi que les structures tribales traditionnelles. Les partis politiques ou syndicats ne sont pas autorisés et l'opposition est pratiquement inexistante. Le Conseil national fédéral (CNF) joue uniquement un rôle consultatif en sa qualité d'organe législatif. La libéralisation politique a connu un progrès limité, du moins par rapport à d'autres États de la région.

Les EAU font partie de l'alliance contre l'État islamique (EI) et, en cette qualité, ils ont lancé des frappes aériennes contre l'EI en Syrie et en Libye. Cet engagement a accru le risque d'attaque terroriste dans les EAU. Cependant, les forces de sécurité sont jugées compétentes et efficaces. Globalement, il n'existe aucun indice quant à des préoccupations de sécurité à grande échelle.

Situation économique

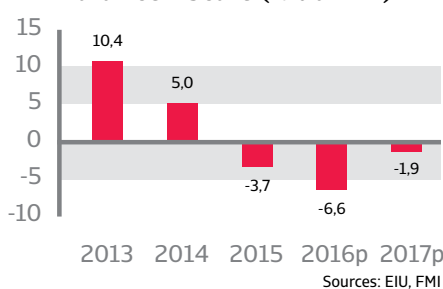
Croissance réelle du PIB (%)



Augmentation des problèmes pour de nombreux secteurs

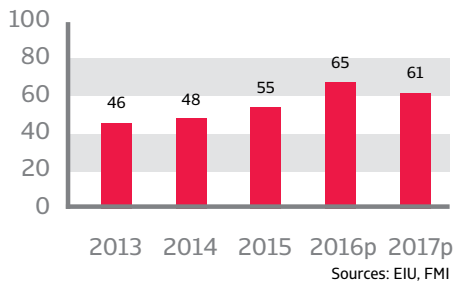
Malgré sa diversification (70% du PIB total proviennent de secteurs non pétroliers), l'économie des EAU a été touchée par les conséquences directes et indirectes de la baisse du prix du pétrole. Les prix pétroliers inférieurs ont eu un impact sur les recettes publiques, ce qui a à son tour affecté les dépôts publics dans le secteur bancaire, débouchant sur des conditions de prêts plus strictes. Suite à la diminution des recettes fiscales, à la baisse des liquidités dans le secteur bancaire et au moins bon sentiment des entreprises, la croissance du PIB devrait baisser à 2% en 2016. Depuis le T4 de 2015, les entreprises des secteurs de l'IT, des biens de consommation durables, de l'Agroalimentaire, des métaux, de l'acier et de la construction rencontrent de plus en plus de problèmes. Le secteur des services à Dubaï est touché par une baisse du tourisme (en provenance de Russie et d'autres pays du Golfe), une plus faible demande de logements et à une diminution des investissements. La volatilité des prix des produits de base (surtout l'acier, les métaux, les produits alimentaires de base) en 2015 a eu des conséquences négatives pour plusieurs commerçants, négociants et distributeurs qui rencontrent des problèmes de liquidités et qui ont dû soit retarder leurs paiements aux fournisseurs, soit fermer leur entreprise.

Balance fiscale (% du PIB)



Le déficit budgétaire devrait augmenter pour atteindre 6,6% du PIB en 2016, alors qu'il était de 3,7% du PIB en 2015. Les coupes dans les dépenses n'ont pas suffi à compenser la baisse des revenus. Les subventions au carburant, à l'eau et à l'électricité devraient encore être réduites et de nouvelles taxes introduites. Cela, couplé à un rebond progressif des prix du pétrole, devrait entraîner un déficit beaucoup plus faible en 2017.

Dette extérieure (% du PIB)



Le compte courant devrait afficher un déficit de 2,5% du PIB en 2016 suite à une diminution des revenus des exportations. Par conséquent, et suite à une dette élevée, le besoin de financement externe des EAU est important (120% des réserves étrangères). Cependant, leurs importants avoirs en devises étrangères (réserves et fonds souverains) font que les EAU sont en mesure de financer aisément leurs dépenses accrues.

Bien que la solvabilité des EAU soit considérée comme solide, le gouvernement dubaïote ainsi que des entités liées au gouvernement sont toujours fortement endettés. Avec un niveau de la dette à 143 milliards USD, les prévisions selon lesquelles Dubaï pourrait rencontrer des difficultés financières ne sont pas inexistantes. Ceci étant, une combinaison de refinancement, vente d'actifs et remboursements devrait permettre de gérer une telle situation, tant que le sentiment des investisseurs ne se détériore pas de manière significative dans le futur.

Jordanie

Principales sources d'importation (2014, % du total)

Arabie saoudite:	19,6 %
Chine:	10,5 %
États-Unis:	5,8 %
Inde:	5,5 %
Émirats arabes:	4,8 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

États-Unis:	15,8 %
Irak:	15,3 %
Arabie saoudite:	12,4 %
Inde:	7,8 %
Émirats arabes unis:	4,0 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,8	3,1	2,5	2,7	2,8
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	4,8	2,9	-0,9	0,5	2,5
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	5,7	-1,6	-0,9	1,7	2,8
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	3,3	9,4	-1,4	3,5	3,8
Balance fiscale (% du PIB)	-8,2	-7,2	-6,6	-6,3	-6,3
Compte courant/PIB (%)	-10,4	-7,3	-5,1	-4,2	-6,2
Dette extérieure/PIB (%)	69	67	64	65	67
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	127	123	135	144	148
Dette à court terme/réserves internationales (%)	79	68	59	58	60
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	6,9	7,7	8,7	8,7	8,2

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries jordaniennes

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Roi Abdallah bin Hussein al-Hashemi (depuis février 1999).

Forme de gouvernement:

La Jordanie est une monarchie constitutionnelle, mais le pouvoir parlementaire y est largement circonscrit. Malgré quelques récentes réformes, la majeure partie du pouvoir exécutif et législatif revient de fait au Roi, qui est habilité à congédier le gouvernement et à dissoudre le parlement.

Population:

7 millions (est.)

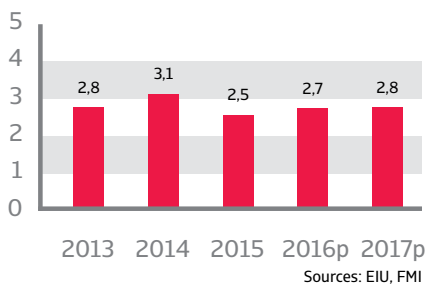
Le pays est fortement affecté par les conflits faisant rage dans les États limitrophes

Le roi Abdallah II est à nouveau solidement au pouvoir suite aux protestations publiques de 2011 et 2012. La position du Roi est également jugée sûre, car il est plutôt populaire et jouit d'un vaste soutien de la part des forces de sécurité effectives ainsi que de l'armée.

Ceci étant, la situation de la sécurité s'est détériorée au fil des dernières années en Jordanie, car le pays est affecté de manière immédiate par le conflit sectaire en cours en Irak ainsi que la guerre civile en Syrie, couplés au soulèvement de l'État islamique (EI) dans ces deux pays limitrophes. Le tourisme, les services et le commerce transfrontalier sont impactés négativement. La part de réfugiés en Jordanie a atteint environ 15%-20% de la population totale du pays, ce qui a accru la pression sur l'infrastructure (ex. l'eau et les ressources électriques) et sur les finances publiques. Cela a également entraîné des tensions entre les réfugiés et les Jordaniens suite au taux de chômage déjà élevé dans le pays.

Situation économique

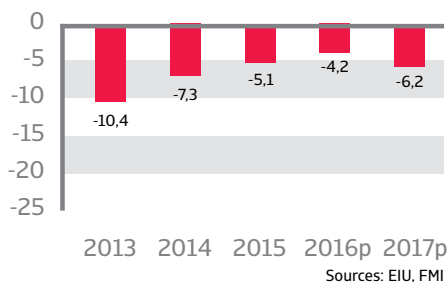
Croissance réelle du PIB (%)



Un rebond modeste est attendu en 2016

La croissance économique jordanienne reste négativement affectée par les conflits en cours au sein de la région. Les flux commerciaux avec l'Irak, destination d'exportation de premier plan, ont diminué et le tourisme ainsi que les investissements sont impactés négativement par les problèmes de sécurité. En 2015, les revenus du tourisme ont baissé de 10%. Ceci étant, la croissance devrait rebondir quelque peu en 2016, soutenue par les faibles prix pétroliers (la Jordanie importe toute sa demande énergétique) ainsi que les investissements publics dans l'infrastructure. Après une déflation de 0,9% en 2015 suite à des prix pétroliers inférieurs et à une demande privée en demi-teinte, un faible taux d'inflation de 0,5% est prévu en 2016.

Compte courant (% du PIB)



La dette publique est élevée et devrait atteindre 90% du PIB cette année. Le déficit budgétaire est également élevé, mais devrait baisser pour atteindre 6,3% du PIB en 2016. Le rééquilibrage budgétaire est compliqué en raison de l'afflux massif de réfugiés. Cependant, des améliorations sont prévues suite aux réformes (baisse des subventions) et au faible prix du pétrole.

Depuis 2014, le déficit du compte courant a fortement baissé en raison la baisse des prix du pétrole, ce qui a permis de réduire le besoin de financement externe brut à 82% des réserves. Le besoin de financement reste toutefois élevé, principalement en raison du haut niveau de la dette à court terme, qui est liée au commerce. Le financement des déficits du compte courant ne pose pas de problème grâce au support financier et au bon accès aux marchés de capitaux internationaux. La situation des liquidités est bonne, car les réserves étrangères ont augmenté grâce à l'aide financière externe. La couverture des importations s'élève à plus de huit mois en 2016. La Jordanie demeure largement dépendante de l'aide allouée par les donateurs étrangers que sont ses alliés arabes (en particulier l'Arabie saoudite), les États-Unis ainsi que des institutions multilatérales. Cependant, de telles subventions étrangères constituent un facteur incertain et, dès lors, un risque économique potentiel.

Koweït

Principales sources d'importation (2014, % du total)

Chine:	10,9 %
États-Unis:	10,5 %
Arabie saoudite:	7,9 %
Japon:	7,6 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

Corée du Sud:	17,1 %
Inde:	16,0 %
Japon:	12,3 %
États-Unis:	11,7 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	1,1	-1,6	1,1	1,1	2,2
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	2,7	2,9	3,3	2,9	2,8
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	4,9	2,8	1,7	1,6	2,5
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	-4,0	-3,1	0,1	0,4	2,4
Balance fiscale (% du PIB)	26,5	8,0	-12,8	-14,6	-0,4
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	15,2	2,1	-1,7	0,7	1,2
Dette extérieure/PIB (%)	21	22	32	37	31
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	21	22	32	37	31
Dette à court terme/réserves internationales (%)	75	78	97	113	114
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	7,6	7,0	5,8	7,5	4,7

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries koweïtiennes

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Émir Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah (depuis janvier 2006)

Chef de gouvernement:

Premier ministre Jaber Al-Mubarak Al-Hamad Al-Sabah (depuis novembre 2011)

Type de gouvernement:

Émirat constitutionnel

Population:

4,2 millions – les immigrés représentent environ 70 % de la population totale

Stable, bien que les tensions nationales aient augmenté

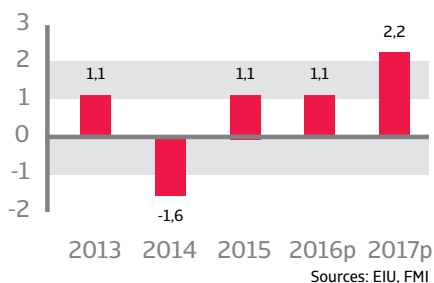
La situation politique koweïtienne est relativement stable. Sheikh Sabah et sa famille dirigeante Al-Sabah sont encore fermement au pouvoir et détiennent la plupart des portefeuilles ministériels. L'émir est choisi au sein de la famille dirigeante et confirmé par le biais d'un vote parlementaire; l'émir désigne le Premier ministre ainsi que les vices-Premiers ministres. Alors que le prince héritier Sheikh Nawaf al-Ahmed al-Sabah devrait succéder à l'émir (qui a 87 ans) dans les prochaines années, la désignation d'un nouveau prince héritier pourrait entraîner une lutte pour le pouvoir au sein de la famille dirigeante.

Le gouvernement adopte une réponse ferme par rapport à la critique populaire vis-à-vis du gouvernement et à la demande de réformes politiques plus nombreuses. Les protestations pourraient s'intensifier puisque le gouvernement envisage de couper dans les subventions pour l'eau et le carburant afin de réduire les dépenses du gouvernement. En avril 2016, des grèves ont déjà été organisées dans le secteur pétrolier suite aux coupes réalisées dans les dépenses publiques pour ce secteur.

Le risque de tensions sectaires entre sunnites et chiites s'est accru suite à l'attentat perpétré contre une mosquée chiite en 2015 par l'EI. Les chiites représentent environ 30% de la population indigène au Koweït.

Situation économique

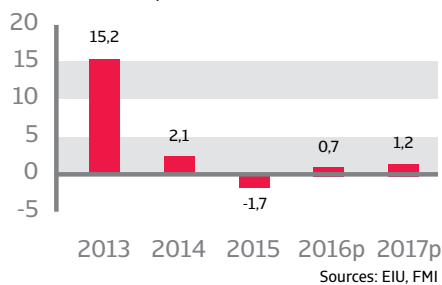
Croissance réelle du PIB (%)



Une croissance modeste, mais toujours des finances solides

L'économie koweïtienne dépend fortement des ventes de pétrole et de gaz, lesquelles représentent 50% du PIB, 90% des recettes d'exportation et 85% des revenus gouvernementaux. La croissance économique devrait rester modeste en 2016, à 1,1%, en raison des moindres prix du pétrole ainsi que d'une production pétrolière réduite. Cependant, les investissements en faveur de l'infrastructure soutiendront la croissance économique. Le déficit budgétaire devrait augmenter pour atteindre 15% du PIB en 2016. Bien que le gouvernement assurera des coupes dans l'ensemble de ses dépenses et de certaines subventions, les dépenses consacrées aux projets de capitaux seront maintenues, puisque la diversification de l'économie est une priorité.

Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)



Suite aux prix toujours faibles du pétrole, le compte courant affichera un déficit de 7,6% du PIB en 2016, ce qui entraînera une augmentation du besoin de financement brut. Ce besoin de financement ne posera toutefois aucun problème, puisque le Koweït dispose d'un vaste fonds souverain, avec des actifs estimés à plus de 590 milliards d'USD et suffisamment de réserves en devises. La dette étrangère passera à 37% du PIB en 2016, alors qu'elle s'élevait à 22% du PIB en 2014, mais cela est principalement dû à la baisse du PIB nominal. La dette publique reste faible, à 14% du PIB en 2016. Dès lors, le Koweït est en mesure de gérer la baisse des prix du pétrole pour l'instant. Le cours du dinar koweïtien est fixé par rapport à un panier de devises dominé par le dollar américain. Une dévaluation n'est pas attendue, puisque le gouvernement est capable de soutenir la parité grâce à ses importantes réserves.

Maroc

Principales sources d'importation (2014, % du total)

Espagne:	13,5 %
France:	13,3 %
Chine:	7,6 %
États-Unis:	7,0 %
Arabie saoudite:	5,4 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

Espagne:	21,9 %
France:	20,8 %
Brésil:	4,6 %
Italie:	4,3 %
États-Unis:	3,6 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	4,7	2,4	4,4	3,0	4,5
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	1,9	0,4	1,6	1,4	2,4
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	3,6	3,3	4,5	4,1	4,6
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	0,9	6,3	4,0	3,5	4,3
Balance fiscale (% du PIB)	-5,1	-4,9	-4,3	-4,1	-3,6
Compte courant/PIB (%)	-8,1	-5,9	-1,7	-2,3	-3,2
Dette extérieure/PIB (%)	37	39	42	41	40
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	98	100	101	101	103
Dette à court terme/réserves internationales (%)	28	37	28	27	27
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	4,8	5,1	6,5	6,7	6,6

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries marocaines

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Roi Mohammed VI
(depuis juillet 1999)

Forme de gouvernement:

Monarchie constitutionnelle.
Le Roi du Maroc détient de vastes pouvoirs exécutifs et législatifs.

Population:

33,5 millions (est.)

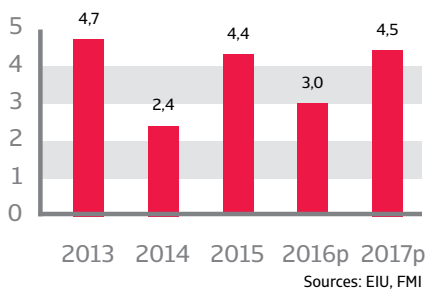
Une monarchie stable, mais les risques persistent

La situation politique est plutôt stable. La majeure partie du pouvoir politique est aux mains du Roi Mohammed VI. Il n'existe aucune menace directe envers la monarchie et l'ordre établi, car le Roi est populaire. Il poursuit la libéralisation prudente du système politique ainsi que la réforme de l'économie. Le maintien de la stabilité politique dépend fortement de la réduction des hauts niveaux de pauvreté et de chômage des jeunes au Maroc, sinon les tensions sociales s'intensifieront inévitablement.

Le Maroc reste vulnérable face à la menace de l'extrémisme islamique. Les combattants marocains de retour de Libye et de Syrie préoccupent particulièrement les autorités. La préservation de la sécurité pour éviter un impact négatif sur le tourisme est une priorité du gouvernement.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (%)

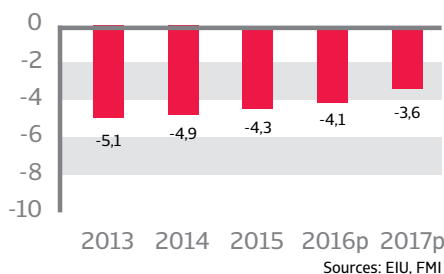


Plus faible croissance en raison d'une moindre production agricole et d'une diminution des exportations

En 2016, la croissance économique devrait baisser de 3%, principalement suite à une sécheresse touchant le secteur agricole. Le pays dépend toujours largement de l'agriculture qui occupe environ 40% de la main-d'oeuvre, et les perturbations dans la production agricole ont un impact majeur sur la consommation privée et l'économie. Les exportations seront touchées par une demande externe plus faible, surtout du Moyen-Orient et de l'Afrique.

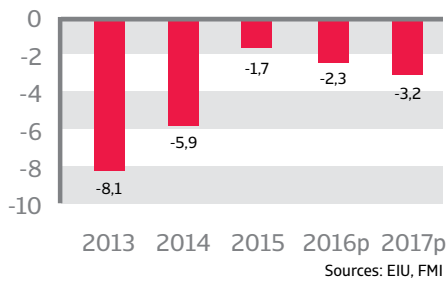
Ces dernières années, le gouvernement a intensifié ses efforts afin de diversifier l'économie en développant la production industrielle, en particulier dans les secteurs tournés vers l'exportation (voitures, aéronautique et électronique). Ces efforts paient de plus en plus, avec un environnement favorable qui attire les investissements étrangers, surtout dans les industries de l'automobile et de l'électronique. D'importants investissements dans les énergies renouvelables et les centrales électriques alimentées au gaz encouragent la production électrique.

Balance fiscale (% du PIB)



La situation des finances publiques s'est améliorée suite aux efforts de consolidation (en 2015, des coupes ont par exemple été réalisées dans les subventions au carburant). Le déficit fiscal a baissé à 4,3% du PIB en 2016 et devrait encore diminuer en 2016 et 2017. En 2015, le déficit du compte courant a baissé pour atteindre 1,7% du PIB en raison d'importations pétrolières moins onéreuses et d'exportations en croissance. Toutefois, en 2016, une augmentation à 2,3% du PIB est attendue suite à des exportations plus faibles et à des importations alimentaires en croissance. Jusqu'à présent, le financement du déficit structurel du compte courant à l'aide d'emprunts étrangers et d'investissements directs étrangers n'a pas posé de problème. À long terme, la forte dépendance aux importations de pétrole devrait se réduire, car le gouvernement investit dans les énergies renouvelables.

Compte courant (% du PIB)



La solvabilité du Maroc est acceptable, avec une dette extérieure s'élevant à 41% du PIB en 2016. Les liquidités sont bonnes et devraient rester stables à plus de six mois de couverture des importations en 2016. Le Maroc a accès à une ligne de précaution et de liquidité (LPL) de deux ans avec le FMI et bien que les prévisions ne tablent pas sur un recours du gouvernement à ce mécanisme, il aide cependant le programme marocain de réformes et démontre la solvabilité. Actuellement, le dirham est étroitement lié à un panier de devises, mais il passera à un mécanisme de taux de change plus flexible, puisque la Banque centrale envisage de modifier progressivement le régime du taux de change.

Un risque de ralentissement potentiel de l'économie marocaine entraînerait une détérioration au sein de la zone euro, qui revêt une importance majeure comme destination d'exportation, pour le paiement de la main-d'oeuvre et l'afflux de touristes.

Tunisie

Principales sources d'importation (2014, % du total)

France:	16,4 %
Italie:	14,7 %
Chine:	7,2 %
Allemagne:	7,0 %
Algérie:	6,3 %

Principaux marchés d'exportation (2014, % du total)

France:	27,9 %
Italie:	18,7 %
Allemagne:	10,0 %
Libye:	3,8 %
Espagne:	3,4 %

Indicateurs clés

	2013	2014	2015	2016*	2017*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,4	2,3	0,8	2,4	3,4
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	5,8	4,9	4,9	3,9	4,4
Production industrielle (différence en % d'une année à l'autre)	-1,5	-0,7	-1,4	1,5	2,5
Exportations réelles de biens et de services compris les revenus des facteurs (différence en % d'une année à l'autre)	1,9	-1,5	-2,5	3,0	3,3
Balance fiscale (% du PIB)	-4,6	-4,5	-4,4	-4,6	-4,2
Compte courant/PIB (%)	-8,4	-9,0	-9,1	-9,4	-8,8
Dette extérieure/PIB (%)	55	55	59	63	66
Dette extérieure/exportation de biens et services (%)	105	110	129	151	155
Dette à court terme/réserves internationales (%)	90	95	91	95	100
Réserves internationales (en mois d'importation de marchandises)	3,4	3,3	3,8	3,8	3,5

* Prévisions Sources: EIU, IHS, FMI

Prévisions de performances des industries tunisiennes

Juillet 2016



Excellentes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.


















Correctes :
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises :
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Electronique/TIC	Energie (pétrole/gaz)	Services financiers	Agroalimentaire	Machines/Ingénierie
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État:

Président Beji Caid Essebsi
(depuis décembre 2014)

Chef de gouvernement:

Premier ministre Habib Essid
(depuis février 2015)

Forme de gouvernement:

Gouvernement de coalition composé de partis laïques et islamiques.

Population:

11,2 millions (est.)

La sécurité reste fragile

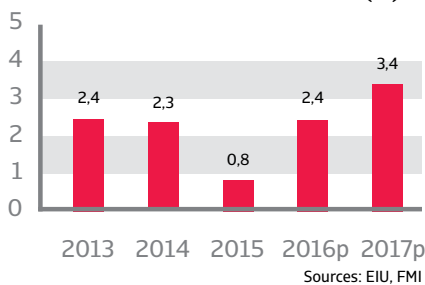
En Tunisie, les élections parlementaires et présidentielles d'octobre 2014 furent paisibles. Une coalition quadripartite dirige le pays depuis le début de l'année 2015. Cependant, ce gouvernement est sujet aux tensions et aux prises de décisions compliquées, car il se compose de partis laïques et islamistes (modérés).

La situation de la sécurité intérieure reste tendue et le risque de nouvelles attaques terroristes après les divers attentats perpétrés en 2015 reste élevé. Les estimations indiquent que quelque 3 000 Tunisiens se sont battus ou se battent encore pour l'EI en Syrie et en Libye, certains étant rentrés chez eux et constituant un risque élevé en termes de sécurité. La Tunisie demeure affectée négativement par le conflit civil en cours dans l'Etat voisin qu'est la Libye.

Le nouveau gouvernement fait face à d'immenses défis afin d'améliorer les conditions sociales et économiques, car le chômage demeure très élevé et un échec de l'amélioration du niveau de vie général serait susceptible de générer un malaise social.

Situation économique

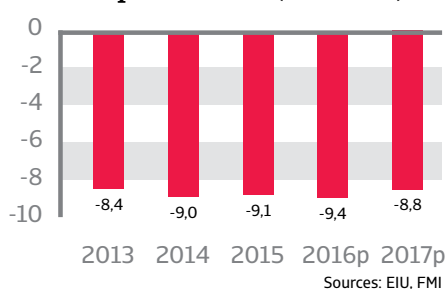
Croissance réelle du PIB (%)



Un rebond modéré est attendu en 2016

En 2015, la croissance du PIB a ralenti pour atteindre 0,8%, car la sécurité fragile a affecté l'environnement commercial et impacté l'économie. C'est surtout le secteur du tourisme qui souffre des attentats perpétrés l'an dernier. En 2016, le PIB devrait augmenter de 2,4%, mais ce rebond dépend beaucoup de la situation au niveau sécuritaire, car toute autre détérioration pourrait à nouveau sévèrement nuire à la demande domestique (consommation privée et investissements) et au tourisme. Les dépenses publiques, surtout dans les régions sous-développées, contribueront positivement à la croissance.

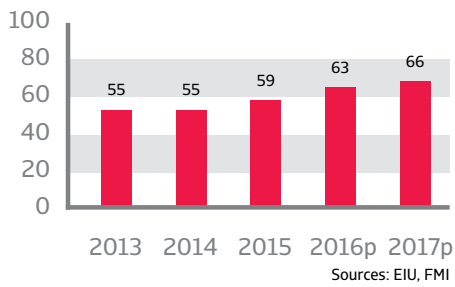
Compte courant (% du PIB)



Le déficit budgétaire est important (4,4% du PIB en 2015) en raison de dépenses sociales et d'investissements accrus. Les faibles prix du pétrole et des denrées alimentaires devraient toutefois soulager les finances de l'État en 2016 et 2017. Parallèlement, le déficit du compte courant est élevé (plus de 9% du PIB en 2015 et 2016) suite à une baisse des exportations, à de plus faibles paiements (de nombreux Tunisiens ont travaillé en Libye) et à une diminution des revenus issus du tourisme. Afin de financer le double déficit, les emprunts externes ont augmenté, débouchant sur une dette extérieure élevée (59% du PIB en 2015).

Les réserves en devises étrangères sont toujours confortables en termes de couverture des importations en mois, car les importations ont baissé suite à la faible demande domestique. Cependant, la dette à court terme par rapport aux réserves internationales reste élevée en 2016 (95%). Les réserves étrangères ne couvrent pas le fort besoin de financement externe de la Tunisie, et le pays restera dépendant de l'aide bilatérale et multilatérale. Le pays bénéficie d'une aide financière de grande ampleur émanant du FMI, de la Banque mondiale, de pays européens ainsi que des États-Unis. Ce soutien va semble-t-il se poursuivre, car les donateurs internationaux souhaitent soutenir le processus de transition en cours vers un système démocratique stable. Toutefois, afin que la dette externe reste viable sur le long terme, le gouvernement doit réduire le déficit budgétaire et lancer des réformes visant à accélérer la croissance économique.

Dette extérieure (% du PIB)



Davantage de réformes structurelles sont nécessaires afin d'accélérer la croissance économique et de réduire le chômage élevé. La suppression de la bureaucratie, la réduction de la corruption ainsi que la réforme du système fiscal et des subventions sont nécessaires afin d'améliorer les conditions économiques. Cependant, compte tenu des conditions politiques et sociales actuelles, il semble que le progrès demeurera lent pour l'instant.

Si cette étude vous a intéressé, vous pouvez visiter notre site internet www.atradius.fr, vous y retrouverez toutes nos publications Atradius consacrées à l'économie mondiale, aux rapports pays, aux analyses sectorielles, aux conseils en credit management et des études sur les pratiques commerciales.

Suivez Atradius dans les médias sociaux



@atradiusfr



atradiusfr



atradius-france

Clause de non-responsabilité

Ce rapport est fourni uniquement à des fins d'information et n'est pas conçu comme recommandation visant des transactions particulières, des investissements ou autres stratégies quelconques à l'intention des lecteurs. Ces derniers doivent à cet égard prendre leurs propres décisions de manière indépendante, qu'elles soient de nature commerciale ou autre. Si nous avons veillé soigneusement à nous assurer que les informations contenues dans le présent rapport ont été obtenues de sources fiables, Atradius n'est toutefois pas responsable d'éventuelles erreurs ou omissions, ou des résultats obtenus par l'utilisation de ces informations. Tous les renseignements contenus dans le présent rapport sont donnés „tels quels“, sans garantie quant à leur exhaustivité, leur précision, leur degré d'actualité ou les résultats obtenus à partir de leur utilisation, et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. En aucun cas, Atradius, ses partenaires ou sociétés apparentées, agents ou employés, ne pourront être tenus responsables envers les lecteurs ou toute autre personne pour toute décision ou mesure prise sur la foi des informations contenues dans ce rapport, ou pour tous dommages indirects, particuliers ou similaires, même si ces personnes ont été avisées de l'éventualité de tels préjudices.

Copyright Atradius N.V. 2016

Atradius Credit Insurance N.V.
159 rue Anatole France
92596 Levallois-Perret Cedex

info.fr@atradius.com
www.atradius.fr